

Présidentielle : l'état de la droite

(*Le Monde* du 18 avril 2002)

Faut-il parler de la droite ou des droites ? Les gauches ont toujours été diverses et pourtant on dit sans difficulté : *la gauche*, puisque les formations qui en font partie se considèrent sincèrement et réciproquement comme telles. Les différences entre elles ont beaucoup varié au cours du siècle mais leur mythologie unitaire n'a pas changé.

Une mythologie équivalente existe-t-elle à droite ? Du point de vue de la gauche : oui. Celle-ci voit la droite comme un ensemble opposé et symétrique par rapport à elle. Rien n'exprime mieux ce regard que l'ironie de Rousseau à l'égard de Philinte et de ces « *modérés qui trouvent toujours que tout va bien, parce qu'ils ont intérêt que rien n'aille mieux [...], attendu que Dieu les a doués d'une douceur très méritoire à supporter les malheurs d'autrui* ». Evidemment, la droite ne se reconnaît pas dans ce tableau partiellement véridique mais trop sévère et en tout cas peu flatteur. Elle se considère plutôt comme l'ensemble de ceux qui ne pensent pas, avec Rousseau, que, l'homme étant naturellement bon, tout le mal vient de la société, c'est-à-dire, dirait-on aujourd'hui, du marché, du capitalisme, de la mondialisation ou de toutes les formes d'inégalité instituée.

Ce rejet, qui se veut de simple bon sens, est le seul facteur qui unifie des opinions souvent différentes et même contraires. Ce qui revient à dire que la droite comprend tous ceux qui ne se réclament pas de la gauche. Simone de Beauvoir avait, d'ailleurs, en 1955, trouvé une explication à cette diversité : « *La vérité est une, disait-elle, l'erreur multiple. Ce n'est pas un hasard si la droite professe le pluralisme.* »

La formule fait sourire, mais c'est un fait que si les partis de gauche se disent toujours de gauche, ceux de droite admettent rarement qu'ils sont de droite. Ils se présentent plus volontiers comme gaullistes, libéraux ou indépendants. Sous la III^e République, on trouvait même des formations de droite portant des noms comme : « *Républicains de gauche* » ou « *Gauche républicaine démocratique* ». Cela tient, pour l'essentiel, à l'histoire française : l'accomplissement de la démocratie y passe par la Révolution et par la République, que les droites ont combattues. Si bien qu'aujourd'hui elles répugnent à toute généalogie. En acceptant la démocratie, elles coupent tout lien avec les droites du passé. D'ailleurs, quand des hommes de droite invoquent de nos jours Constant ou Tocqueville, ils ne disent pas ou ne savent pas que ces libéraux appartenaient au parti du mouvement et non à celui de l'ordre.

D'où une première division possible au sein de la droite : d'un côté, la droite réactionnaire (et même révolutionnaire au sens propre) qui remet en cause les principes démocratiques, et, de l'autre, la droite « évolutionnaire » qui les admet. La première revendique sans hésiter le terme de droite. La seconde moins facilement puisque, d'une certaine façon, elle est héritière de la gauche des droits de l'homme et de l'égalité.

A vrai dire, cette opposition entre réactionnaire et « évolutionnaire » s'efface, même si l'épithète réactionnaire continue d'être utilisée et redoutée. Aucun parti de droite ne remet

en cause le suffrage démocratique et l'économie moderne. Doit-on alors considérer qu'il n'y a qu'une droite et que ce sont les pesanteurs historiques, les ambitions, la compétition et les lois électorales qui provoquent la diversité que nous connaissons entre le Front national, le RPR, Démocratie libérale et l'UDF, qui constitueraient, réunis en une seule formation, l'équivalent du parti républicain aux Etats-Unis, du parti conservateur en Grande-Bretagne et de la démocratie-chrétienne en Allemagne ?

Laissons le problème du Front national qui s'est séparé des autres droites en s'appropriant certains traits de la droite non démocratique. Il joue, dans l'ordre électoral, le rôle que le parti communiste a parfois joué à gauche, c'est-à-dire celui d'un être hybride qui, tantôt, soutient son camp en reportant ses voix, et, tantôt, l'affaiblit en se maintenant au second tour.

A sa naissance, le gaullisme ne se considérait ni comme de droite ni comme de gauche. Mais, depuis 1962, il exerce un rôle dominant sur la droite de l'échiquier (sauf dans la période 1974-1981). Que conserve-t-il de ses origines ? Il voulait unir la nation en effaçant les discordes partisans et les oppositions sociales. Or, la démocratie implique la compétition électorale et on ne supprime les partis qu'en supprimant les élections. Quant aux conflits d'intérêt, ils sont trop complexes et trop fragmentés pour être médiatisés par un néo-corporatisme, fût-il baptisé association capital-travail.

L'originalité du gaullisme se trouvait dans la clé politique qu'il proposait : renforcer l'exécutif par le rôle dévolu au président de la République élu au suffrage universel. En lieu et place de la monarchie élective, l'acceptation de la dyarchie au sommet de l'Etat (inscrite dans la lettre de la Constitution) à trois reprises par des dirigeants gaullistes, et donc la supériorité reconnue à la majorité parlementaire, contrairement aux intentions du général de Gaulle, a ruiné cette spécificité institutionnelle.

Sur l'Europe aussi, il est difficile de trouver au RPR une grande singularité. Certes, il est moins fédéraliste que l'UDF, que Démocratie libérale ou que le Parti socialiste, mais Jacques Chirac a accepté l'expression « Fédération d'Etats-nations » proposée par Jacques Delors et il veut faire progresser l'Europe de la défense. On mesure le moindre degré d'europhobie de ce parti à la ferveur manifestée pour faire entrer la Turquie dans l'Europe (ce qui correspond aux vœux des Etats-Unis) ou par l'hostilité voilée dont il témoigne à l'égard de la Commission de Bruxelles. Disons que, à droite, les différences à propos de l'Europe se sont réduites, mais que, en s'estompant, elles font revivre une tentation « nationaliste » qui favorise le Front national.

Si le gaullisme ne subsiste plus comme entité spécifique mais seulement comme la formation parlementaire la plus importante à droite, alliée électoralement aux autres partis de la droite parlementaire, le libéralisme et la démocratie-chrétienne constituent-ils des pôles irréductibles de ce côté ?

Dans le libéralisme, deux éléments doivent être séparés : la politique et l'économie. L'essentiel du libéralisme politique (régime représentatif, séparation des pouvoirs, droits de l'homme) est admis par à peu près tout le monde. A droite (comme à gauche), des divergences subsistent sur les libertés locales et sur la justice. Les plus libéraux sont favorables à la décentralisation, voire au fédéralisme interne, et au renforcement du pouvoir judiciaire. D'autres, par souci d'unité et par crainte de la division, sont réticents. Ces divergences ne créent pas de vraies séparations, car le mouvement démocratique favorise naturellement les libertés locales et le pouvoir judiciaire. Personne n'ose militer pour élever

les préfets et pour abaisser les juges. Au plus, on invoquera l'égalité et la République pour défendre l'Etat et l'uniformité.

Les observateurs étrangers sont étonnés qu'en matière économique les clivages entre les droites et avec le parti socialiste ne soient pas plus grands. Il est vrai que, à l'exception d'Alain Madelin, personne n'affiche une préférence explicite pour développer radicalement le libre-échange, les privatisations, la dérégulation, la flexibilité, les diminutions de dépenses publiques et les réductions d'impôts. Il règne sur ces questions, à droite, une grande prudence. Les candidats se distinguent peu entre eux et ne s'opposent pas radicalement à Lionel Jospin. En gros, les droites critiquent plus que les gauches le poids de l'Etat. Mais les socialistes sont devenus plus libéraux qu'ils n'ont jamais été et les droites se gardent de suivre la voie de Ronald Reagan, de Margaret Thatcher ou même des chrétiens-démocrates allemands.

Valéry Giscard d'Estaing parle de centre-droit, Jean Lecanuet se déclarait centriste, comme François Bayrou aujourd'hui. L'expression vient de la démocratie chrétienne, qui ne se voulait ni conservatrice ni socialiste et se considérait comme libérale et sociale à la fois. Comme la social-démocratie européenne et les partis conservateurs ont évolué dans cette direction, la particularité de la démocratie-chrétienne s'est affaiblie. En revanche, en matière européenne, elle reste, et à travers elle l'UDF, fondamentalement fédéraliste, ce qui la sépare du RPR. Ce qui affaiblit le centrisme en France, par rapport à l'Allemagne, à l'Espagne et même à l'Italie, où les chrétiens-démocrates restent influents, tient à deux facteurs : le mode de scrutin majoritaire empêche son autonomie ; la transformation du gaullisme en parti et les progrès du socialisme rocardien dans l'Ouest ont rogné ses marges électorales.

Les candidatures de Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac, Alain Madelin et François Bayrou correspondent donc bien à des sensibilités différentes. La pluralité des candidatures découle de cette diversité et de celle des partis. La gauche connaît le même problème, mais ne le traite pas de la même manière. Les socialistes admettent les candidatures communiste et écologiste. A droite, on renâcle. La majorité des élus de Démocratie libérale ne soutiennent pas leur président Alain Madelin, et plusieurs notables de l'UDF se désisteront avant le premier tour pour le président sortant. Ils font le contraire de ce qu'avait fait Jacques Chirac en 1981.

Pour cette élection présidentielle, la gauche et la droite sont soumises aux mêmes contraintes : le poids des extrêmes et la nécessité des ralliements au second tour. Leur opposition s'inscrit dans une évolution historique qui a amené le socialisme de l'idéologie à la modération et qui conduit la droite à privilégier l'égalité. La question reste de savoir si la gauche modérée et la droite de gouvernement ne s'épuisent pas réciproquement. Et si chacune ne peut prospérer qu'à partir des divisions, des erreurs et des échecs de l'autre, pour appliquer une politique guère différente de celle que l'autre aurait elle-même pratiquée.

Jean-Claude Casanova